

TIZI-OUZOU / À L'APPEL DU SNAPAP

Les services communs de l'université et les résidences seront en grève les 23 et 24 novembre

Le Snapap, unique syndicat du personnel des services communs de l'université, avec un taux de syndicalisation de 75%, lance un mot d'ordre de grève pour les 23 et 24 du mois en cours avec un sit-in le 1^{er} jour devant le rectorat et le 2^e jour devant la direction des œuvres sociales universitaires. Ce syndicat s'est adjugé la majorité par rapport à l'UGTA avec l'adhésion, depuis 2008, de 5 résidences universitaires.

Le logement social, LSP et FNPOS, le recrutement et la carrière des fonctionnaires, la formation et les œuvres sociales sont les points principaux de la plateforme de revendications de la coordination syndicale de l'université. Celle de la DOU Centre, qui inscrit ses doléances dans le même cadre, se plaint également d'entraves administratives à ses activités syndicales, des intimidations visant ses membres individuellement, des mutations arbitraires de délégués syndicaux avec suspension de salaires, d'abus de pouvoir... Contesté, injustement semble-t-il, par l'administration des œuvres universitaires au plan de la représentativité, le Snapap, qui se déclare majoritaire, lance un défi à la DU centre de traiter les 2 syndicats sur le même pied d'égalité en leur demandant de prouver leurs représentativités respectives. Les problèmes de cette coordination syndicale auraient commencé avec l'adoption de la plateforme de revendication en assemblée générale des travailleurs, affirme le responsable concerné. Depuis, les reports des rendez-vous donnés pour débattre des doléances des travailleurs se multiplient et le directeur n'a pas une minute à consacrer aux représentants de travailleurs. Le Snapap dérange en exigeant une inspection générale de la gestion des œuvres sociales au moment où le directeur aurait signalé, lui-même, des dépenses douteuses de 4 millions de dinars. Un audit aurait évalué les mêmes dépenses à 6 millions de dinars, précise-t-on lors d'un point de presse organisé le 16 de ce mois. On s'étonne que cette situation n'ait pas empêché le même directeur de donner le quitus au bilan de la commission des œuvres sociales en violation de la réglementation en vigueur. Ladite commission, rappelle-t-on, est désignée et renouvelée par l'UGTA à chaque fin de mandat afin d'obtenir le budget des œuvres sociales de l'ordre de 5 millions de dinars. Par ailleurs, la

commission sociale est composée exclusivement de gérants des foyers selon les plaignants du Snapap qui expriment ainsi leur doute vis-à-vis de la gestion de ceux qui sont à la fois juge et partie. Les deux coordinations réclament, d'une même voix, l'attribution d'un reliquat de 25 logements, d'un quota de 250 logements attribués intégralement en 2004, au personnel enseignant alors que 40% reviennent de droit aux travailleurs. Il a fallu recourir à une grève pour que l'administration consente à donner 30 logements sur les 55 dus aux travailleurs. Le Snapap n'a pas cessé de réclamer le reliquat ainsi que 40% de 120 autres logements nouvellement attribués à l'université. Il y a également un programme de 230 logements LSP qui auraient dû démarrer au début de cette année et qui accuse un nouveau retard ajouté à d'autres plus anciens, et



Photo : Samir Sid

ce, malgré le premier versement de 400 000 DA effectué par chacun des 185 inscrits. Toujours dans le même ordre d'idées, le FNPOS alimenté par les cotisations des travailleurs depuis une dizaine d'années ne profite guère aux personnels de l'enseignement supérieur.

Les 150 logements réalisés à Draâ-Ben-Khedda ne concernent en rien l'université, ils ne représentent rien par rapport à la demande enregistrée. Au plan de

la formation et de la gestion des carrières, les deux coordinations dénoncent l'absence d'un plan de formation concerté entre l'administration et le partenaire social, l'ouverture d'un service chargé de cette activité n'a servi à rien, le budget de la formation est renvoyé 2 ans de suite à la tutelle, les candidats au concours sont envoyés sans aucune préparation leur permettant de réussir aux examens. Les promotions, quant à elles, se font en catimini et à la

tête du client. Lorsqu'elles concernent le commun des travailleurs, elles se font dans un poste qui ne correspond pas au profil du concerné, avec l'arrière-pensée d'un rejet au niveau de la Fonction publique. Les recrutements se font sans concertation avec le partenaire social, en dépit du bon sens et des besoins. Dans les résidences universitaires, par exemple, le népotisme bat son plein, on retrouve trop de gens de la même famille ou ayant des liens familiaux, indique un délégué.

Les agents de sécurité et le personnel de la santé ne sont pas préparés à l'exercice de leurs fonctions, selon le coordinateur de la DOU Centre. Le Snapap déplore, enfin, le fait que les assurances contractées par l'université auprès de la SAA et de la CAAR ne soient pas groupées de façon à faire bénéficier les travailleurs d'un capital retraite comme prévu lors d'un accord avec le recteur, il regrette aussi la discrimination entre les enseignants et le reste du personnel en matière d'assurance auto, les premiers bénéficieraient de 60% et les seconds de 50%, signale-t-on.

B. T.

Pagaille autour de la vaccination

La pagaille règne au sein des établissements publics chargés de la vaccination contre la grippe saisonnière où les diabétiques, les cardiaques, les asthmatiques et autres malades chroniques sont refoulés au bout d'une longue journée d'attente inutile. Il n'y a plus de vaccin, a-t-on dit, en notre présence mardi dernier aux environs de 11 h du matin, au niveau de la polyclinique de M'douha, à des citoyens brandissant, pour convaincre de leur droit, des cartes et carnets de soins pour maladies chroniques.

C'est un citoyen anonyme qui est chargé, en lieu et place du personnel de l'établissement, d'inscrire les candidats à la vaccination, il a enregistré 500 demandes sur des feuilles libres pour 200 doses attendues à 13h qui ne sont pas parvenues à 14h30, lors de notre deuxième virée sur les lieux.

Ce volontaire agréé, nous indique-t-on, par les trois responsables de l'établissement, à savoir le directeur, le médecin coordinateur de la prévention et le président du conseil scientifique, faisait tout pour dissuader les gens d'attendre l'hypothétique vaccination, il sait que le nombre d'inscrits étaient déjà à

plus du double des doses promises qu'on allait chercher auprès d'autres centres. A 14h30, la foule de personnes âgées et d'autres citoyens de tous âges a quintuplé, le personnel de l'établissement est harcelé de questions et de protestations, la porte métallique barreaudée du service est fermée de l'intérieur, trois infirmières tentaient, non sans mal, de répondre aux doléances des personnes aux premiers rangs, une foule innombrable agglutinée aux alentours essayait de suivre le dialogue inintelligible et de prendre part aux protestations. Les inscrits interpellaient tous les éléments en blouse blanche ou bleue, les responsables sont sommés de donner satisfaction sur-le-champ. Ce scénario nous a été signalé par des témoins oculaires dès le deuxième jour de la vaccination à Boghni et à Béni-Douala, la même insuffisance de doses, le même refoulement au terme d'une longue attente inutile, les mêmes protestations véhémentes et les mêmes demandes de prolongation des délais et d'augmentation des doses de vaccin. La période de vaccination, décidée précipitamment, est trop courte, on ne semble pas, faute d'une évaluation précise des cas nécessitant la vaccination, avoir pris la mesure du travail qui allait incomber aux

personnels des structures chargées de l'opération. Etablissements et personnels sont assaillis et dépassés par la demande comme on a pu le constater à M'douha et confirmé de surcroît par le syndicat des paramédicaux.

10 000 doses auraient été allouées à toute la wilaya de Tizi-Ouzou qui compte 1 300 000 habitants, indique la même source pour souligner la modicité du quota.

La répartition du lot ci-dessus doit sûrement poser un problème si l'on croit les chiffres fournis par les syndicalistes, 6 000 doses seraient destinées aux 4 daïras suivantes : Tizi-Ouzou, Draâ-Ben-Khedda, Béni-Douala, Maâtkas. Les syndicalistes déplorent l'organisation de cette opération par la tutelle qui semble ignorer totalement les réalités sanitaires sur le terrain. Le ministère n'avait pas besoin de brouiller une opération qui se déroulait sans accroc dans le passé à travers la complémentarité des secteurs sanitaires et des pharmacies. Se faisant l'interprète des préoccupations citoyennes et des doléances des paramédicaux, nos interlocuteurs réclament l'augmentation du quota et la prolongation de la période de vaccination.

B. T.

SIDI-BEL-ABBÈS

Deux Maliens condamnés à trois ans de réclusion criminelle

Siégeant dans la journée de lundi dernier, la cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès a condamné à trois ans de réclusion criminelle deux contrefacteurs de nationalité malienne alors que l'avocate du ministère public avait requis 10 ans de prison à leur rencontre.

La genèse de cette affaire remonte au 21 avril 2009 lorsque les éléments de la brigade des stupéfiants de Sidi-Bel-Abbès, après avoir élargi sa compétence territoriale, a arrêté deux Maliens, S. Boubekeur, 38 ans, et B. Ciko, 36 ans, dans la wilaya d'Oran en possession l'un d'un sachet contenant des coupures de 1000

DA vierges et l'autre un sachet de poudre bleue révélateur de la fabrication de faux billets et un masque.

Leur arrestation a été aisée lorsqu'un des éléments de la brigade a infiltré le groupe en leur demandant de supposés services. Mis en confiance, les deux escrocs lui ont demandé de leur trouver un

logement à louer pour s'adonner à leur pratique. Le policier mettra à leur disposition son appartement sis à Oran. Alors ils lui proposent de leur donner 50 millions de centimes en vrai contre 150 millions de centimes en fausses coupures. Faisant semblant de mordre à l'hameçon, il les apportera et les fera tomber dans les mailles du filet des services de sécurité qui n'auront aucun mal à les cueillir sur les lieux en flagrant délit. Lors de leur interrogatoire, Boubekeur a reconnu les faits reprochés mais

son complice déclarera n'avoir aucune relation avec cette affaire. L'initiative vient de lui, ajoutera-t-il. Pour brouiller les pistes de l'enquête, Boubekeur évoquera un certain Faouzi qu'il aurait connu en prison à Sidi-Bel-Abbès et avec lequel il avait gardé des liens à sa sortie de taule. Ce dernier lui aurait proposé d'écouler du kif traité, demande qu'il aurait rejetée préférant la contrefaçon des billets en dinars. Les résultats des analyses chimiques de la poudre saisie en possession d'un des

Maliens ont montré qu'elle était un vrai composant entrant dans la fabrication des fausses coupures alors que le mis en cause lui a déclaré qu'elle était fausse, que c'était du couscous pulvérisé qu'il a mélangé à une poudre sans intérêt pour appâter ses victimes. Toutes les issues pour une échappatoire à la condamnation étant impossibles, les deux escrocs ont finalement été reconnus coupables par la cour criminelle qui a rendu son verdict.

A. M.